

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRASSERIE GOUDALE

AVENUE ISAAC NEWTON
ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA
62510 Arques

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BRASSERIE GOUDALE
(ex LES BRASSEURS DE GAYANT)_Arques_0007006604\2_Inspections\2026 02 10 rec APMD legio
Code AIOT : 0007006604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement BRASSERIE GOUDALE implanté AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 Arques. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de la DREAL pour l'année 2026. Il s'agit de la seconde visite visant à recoler la mise en demeure du 09/01/2025 portant sur le risque de prolifération des légionelles. Lors de la précédente visite en octobre 2025, l'exploitant testait une nouvelle stratégie de traitement de l'eau du circuit des tours aéroréfrigérantes TEV1500, TEV1600, TEV1700, CD600 et CD700. Le justificatif de la stratégie de traitement faisant partie des points de non conformité, l'inspection a attendu la fin du test d'efficacité du nouveau traitement pour vérifier ce point.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRASSERIE GOUDALE
- AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 Arques
- Code AIOT : 0007006604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Brasserie Goudale est autorisée par arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 à produire, sur la zone d'activité de la Porte multimodale de l'Aa, sur la commune d'Arques (62), 2 000 000 hl de bière par an, soit 625 000 l/j en moyenne pour une capacité maximale de production de 700 000 l/j.

Les principales activités de la société sont la fabrication de bière et le conditionnement en bouteilles ou en boîtes.

Le processus de fabrication et de conditionnement de la bière est composé de 5 grandes étapes : le brassage, la fermentation, la garde, la filtration et le conditionnement.

Le site est soumis à autorisation environnementale au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des ICPE relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite de site il est constaté que certaines dates d'utilisations optimales des produits de traitement de l'eau du circuit des tours aéroréfrigérantes étaient dépassées, notamment pour le biocide. L'exploitant doit s'assurer à tout moment de l'efficacité de ses produits afin de gérer le risque sanitaire (prolifération de légionelles). Il est également constaté un transfert de produit (biocide notamment), du fut d'origine vers le fut d'injection, via des bidons de transport. L'exploitant doit s'assurer que ce transfert s'effectue conformément aux indications de la Fiche De Sécurité du produit. De plus, il est rappelé que les bidons de transports et le fut d'injection doivent comporter l'étiquette du produit qu'ils contiennent avec toutes les indications réglementaires ainsi que la date d'utilisation optimale du produit transféré.

Il est constaté, la présence de FDS simplifiées dans le local de stockage des produits de traitement. Ces FDS simplifiées sont affichées en hauteur, ce qui rend leur lecture malaisée. Il conviendra de les rendre consultables en toute circonstances.

La présence du traiteur d'eau a permis l'ouverture de deux tours et le constat de leur bon état (arrêt succinct des tours).

La visite a permis également de visualiser les 2 cheminées de rejet de CO₂, identifiées comme cause probable d'encrassement des tours dans l'AMR. L'exploitant indique que les cheminées vont être réhaussées pour permettre une meilleure diffusion des rejets et limiter l'encrassement des tours. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification d'installation doit être portée à la connaissance du préfet. En outre, ces cheminées n'apparaissent pas dans le dossier initial de demande d'autorisation d'exploiter. On y trouve le process de compression de dioxyde de carbone (cuves de fermentation, captation, traitement, compression, réfrigération, liquéfaction, stockage, vaporisation, utilisation) mais pas le dégazage à l'air libre via les cheminées en cas de non conformité du gaz (impuretés, anomalies). L'exploitant caractérisera ses rejets pour en vérifier la

conformité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec les prescriptions de l'article 1 de sa mise en demeure du 09/01/2025. L'exploitant doit cependant rester vigilant sur le caractère exhaustif du carnet de suivi qui doit recenser toutes les interventions réalisées sur les tours aéroréfrigérantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Risque sanitaire
Prescription contrôlée : La société Brasserie Goudale, exploitant une installation de préparation et conditionnement de boissons sur le territoire de la commune d'Arques, Avenue Newton, relevant notamment de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 23, 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.2.b, 26-I.1.c et 26-IV.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 6 mois en : <ul style="list-style-type: none">- Réalisant un plan de formation répondant de manière exhaustive aux exigences.- Mettant à jour l'ensemble des AMR afin qu'ils contiennent l'ensemble des informations exigibles et que les incohérences avec les autres documents réglementaires soient corrigées.- Adaptant en fonction de la mise à jour des AMR les plans d'entretien et de surveillance afin qu'ils comportent l'ensemble des données exigibles et qu'ils ne présentent plus d'incohérences documentaires et de mise en œuvre.- Justifiant la stratégie de traitement- Définissant une procédure spécifique qui gère le risque des redémarrages des installations de pasteurisation (3 tours) suite à l'arrêt du week-end.- Reportant toutes les interventions réalisées sur les installations dans un carnet de suivi.
Constats : Une première visite de récolement s'est déroulée le 28/10/2025. Cette visite a fait l'objet d'un

rapport en date du 19/12/2025.

La visite avait permis de lever cinq points de non conformité sur les six listés dans l'article 1 de la mise en demeure visée ci dessus, à savoir que l'exploitant avait :

- complété son plan de formation ;
- Mis à jour l'ensemble des AMR en corrélation avec les autres documents réglementaires
- Revu les plans d'entretien et de surveillance en cohérence avec les AMR
- Défini une procédure spécifique qui gère le risque des redémarrages des installations de pasteurisation (3 tours) suite à l'arrêt du week-end.
- Reporté toutes les interventions réalisées sur les installations dans le carnet de suivi.

La visite du 17/02/2026 a montré toutefois que certaines interventions n'avaient pas été reportées au carnet de suivi depuis la dernière visite d'inspection (au 15/12/2025, le nettoyage des filtres du chloromètre n'apparaît pas). L'exploitant doit rester vigilant sur ce point.

Concernant la justification de sa stratégie de traitement, les conclusions de l'AMR recommandaient de la modifier, notamment en ce qui concerne l'utilisation de Biocide Non Oxydant. Lors de la visite d'octobre 2025, l'exploitant testait une nouvelle stratégie. L'inspection a attendu la fin de période de test sur l'efficacité de cette nouvelle stratégie.

Le point de contrôle n°2 détaille le changement de stratégie, la façon dont l'exploitant la justifie, l'a validé et intégré dans ses différents documents de travail (AMR, plan d'entretien, plan de surveillance).

L'exploitant s'est désormais mis en conformité avec l'ensemble des points réglementaires listés à l'article 1 de la mise en demeure du 09 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif et stratégie de traitement

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du

circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. **Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.** Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés

Constats :

La révision de l'Analyse Méthodique des Risques de prolifération de légionelles du 26 mars 2025 pour les circuits TEV1500, TEV1600, TEV1700, CD600 & CD700 indique, sur la partie "Traitement de l'eau du circuit -Biocide non oxydant" :

"Cette stratégie ne répond pas aux exigences réglementaires : le BNO doit être réservé aux actions curatives. Ici, son utilisation en préventif n'est pas justifiée (hormis par le risque de transfert lié à la présence de bio dispersant (77393) en C° variable sans action mécanique de l'eau). La présence de BNO en préventif masque le risque légionelle, sélectionne une espèce d'amibe résistante qui contient préférentiellement des L.p., ce produit impacte l'environnement → Evènement critique.

- La stratégie de traitement change en été et en hiver (modification du nombre de chocs hebdo en BNO et en BD), ce qui oblige l'exploitant à changer la fréquence d'analyse conformément aux exigences réglementaires. Cette information n'est pas mentionnée → Evènement critique.

- (Ci-dessous,) décroissance de la concentration en BNO dans les circuits en fonction du renouvellement d'eau estimé (~17,9 h) avec une injection de 600 ml 1 fois par semaine ou 2 fois par semaine comme indiqué dans la version 12 du manuel opératoire. Cette concentration est proposée dans la dernière version du manuel opératoire du traiteur d'eau. Jusqu'en janvier elle était plus élevée."

A la suite de cette analyse, l'exploitant a revu son traitement en abandonnant l'utilisation du Biocide Non Oxydant (précédemment utilisé en choc une à deux fois par semaine). Sa nouvelle stratégie de traitement, décrite dans sa Fiche de Stratégie de Traitement du 15/01/2026 consiste en un traitement continu de deux Biocides Oxydants, d'un bio détergent et d'un Inhibiteur de tartre et de corrosion.

L'exploitant a démontré "l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L" comme demandé à l'article 26-I-2-b de l'AM ci dessus.

Les bulletins d'analyses sont transmis à l'inspection. Ils ne révèlent pas de prolifération de Legionella pneumophila, la présence de la bactérie restant strictement inférieure à 1 000 UFC/L. Le traitement préventif permanent mis en place par l'exploitant répond désormais à l'objectif de limitation d'utilisation de produits néfastes pour l'environnement avec l'élimination du BNO et la mise en place d'une stratégie alternative à base de BO. La FST mentionne les produits de dégradation liés au dosage des biocides oxydants (brome stabilisé et hypochlorite de sodium), ce sont les chlorures et les bromures. D'autres produits de décomposition appelés « sous-produits de désinfection » (DBP) sont également identifiés. **La FST mentionne leur fréquence de surveillance ainsi que leur VLE pour le rejet au milieu, cependant, cela n'apparaît pas dans le plan de surveillance des circuits.**

La modification de la stratégie de traitement a également fait l'objet d'une modification de l'AMR, avec suppression du BNO en traitement continu. Le BNO est toutefois utilisé en traitement curatif (En choc si présence de Légionelles ou flore interférente).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le plan de surveillance avec le suivi des produits de décomposition des traitements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure